



10 décembre 2014

A l'occasion de la Journée des droits de l'homme, défendez la démocratie au travail

« Chacun doit pouvoir accéder à un travail décent, à l'éducation, à la santé, à la sécurité et à la paix », a déclaré Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de l'ISP.

En cette Journée des droits de l'homme, l'Internationale des Services Publics (ISP) appelle ses affiliés et ses militants à s'unir et à ne pas céder face aux [menaces à l'encontre des droits fondamentaux](#) et des libertés des travailleurs/euses.

Au cours de ces dernières années, l'Organisation internationale du Travail (OIT) ne s'était jamais autant heurtée à des tentatives de restreindre la liberté d'association et le droit de grève. Depuis 2012, les organisations d'employeurs/euses tentent sans relâche d'annihiler le droit de grève.

Par conséquent, l'essence même de la démocratie sur le lieu de travail se trouve menacée, et les syndicats se voient soumis à des pressions supplémentaires à l'échelle nationale.

Il n'est pas surprenant de constater que le travail précaire est en hausse dans pratiquement toutes les régions du monde, tandis que les protestations sociales tendent à être sévèrement réprimées, ce qui vient lourdement mettre à mal les fruits du dialogue social.

Soutenus par les institutions financières internationales et sous la pression des intérêts des entreprises, les gouvernements continuent de mettre en œuvre un programme ultra-libéral et d'imposer des mesures d'austérité défailtantes.

Cependant, le mouvement syndical ne rend pas les armes.

Les organisations de travailleurs/euses figurent en première ligne [du mouvement d'opposition à la nouvelle vague d'accords commerciaux](#) qui risquent de reléguer les services publics au simple rang de marchandises et de remettre en question la souveraineté nationale, tout en profitant aux multinationales, plutôt qu'aux travailleurs/euses et aux contribuables.

Les syndicats continuent de se mobiliser en faveur d'une [justice fiscale](#), en appelant à mettre un terme aux paradis fiscaux, à la concurrence fiscale et aux allègements fiscaux destinés aux sociétés internationales qui détruisent des emplois, au lieu d'en créer de nouveaux.

Le mouvement syndical continue de bâtir des ponts entre chaque pays et de lutter afin de garantir un salaire acceptable et des conditions de travail décentes pour des millions de [travailleurs/euses migrant\(e\)s](#).

« Des menaces à l'encontre de la démocratie sur le lieu de travail au démantèlement des services publics, il semble que les droits humains fondamentaux soient actuellement mis à mal par une stratégie coordonnée », a déclaré Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'ISP.

« Parmi les nombreux défis qui nous attendent, des millions de personnes se retrouvent également privées de leurs droits en raison des catastrophes naturelles, des retombées du changement climatique et des conflits incessants. »

« L'ISP réaffirme son engagement ferme à veiller à ce que la communauté internationale poursuive de réels objectifs de développement durable et à ce que chacun puisse jouir entièrement des droits humains, tels que le droit à un travail décent, à l'éducation, à la santé, à la sécurité et à la paix. »

L'Internationale des services publics (PSI) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. La PSI défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. La PSI travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.